



Labyrinthe

28 | 2007 (3)

Des Juifs contre l'émancipation

Gérard Mauger, *Comment je suis parlé. Les émeutiers et leurs exégètes*. À propos de L'Émeute de novembre 2005, une révolte protopolitique

Arnault Skornicki



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/2753>

DOI : 10.4000/labyrinthe.2753

ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 21 décembre 2007

Pagination : 151-156

ISBN : 978-2-9526131-5-6

Référence électronique

Arnault Skornicki, « Gérard Mauger, *Comment je suis parlé. Les émeutiers et leurs exégètes*. À propos de L'Émeute de novembre 2005, une révolte protopolitique », *Labyrinthe* [En ligne], 28 | 2007 (3), mis en ligne le 01 octobre 2007, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/2753> ; DOI : 10.4000/labyrinthe.2753

Propriété intellectuelle

COMMENT JE SUIS PARLÉ. LES ÉMEUTIERS ET LEURS EXÉGÈTES

À propos de *L'Émeute de novembre 2005*,
une révolte protopolitique de Gérard Mauger*

Arnault SKORNICKI
askornicki@yahoo.fr

Le 27 octobre 2005, trois adolescents de Clichy-sous-Bois sortent d'une partie de football et s'en vont rentrer chez eux à la tombée de la nuit. Ils prennent un détour par un chantier, dont le gardien, croyant y voir des resquilleurs, alerte la police. Interpellés, sans papiers d'identité, ils prennent la fuite. Poursuivis, ils se réfugient dans le périmètre interdit d'un transformateur électrique. Deux mourront électrocutés, le troisième survivra, mais sera gravement brûlé. Le soir même, un scénario classique se rejoue, connu depuis plus de vingt ans : après ce qui fut tenu pour une « violence » policière, vive émotion et sentiment d'injustice, solidarité locale à l'égard de ces « morts pour rien », et ultimement « émeutes » conçues et vécues comme la réparation d'une injustice, selon un mode opératoire désormais routinisé depuis le « rodéo » des Minguettes en 1982 (affrontements avec les CRS, incendies de voitures et dégradation de bâtiments publics). Mais ce qui n'était pas prévu, c'est l'extension fulgurante de ces « violences urbaines » au-delà de la cité d'origine, depuis la région parisienne jusqu'à l'ensemble du territoire. Trois semaines d'affrontements, avec au plus fort de la crise 11 500 policiers et gendarmes mobilisés, et plus de 1 000 voitures brûlées par jour : l'ampleur est inédite, l'état d'urgence décrété le 7 novembre, et la question se pose de savoir si ces émeutes, loin de la vision policière qui en fait d'abord une menace contre l'ordre public, ne constituent pas aussi une *prise de possession de l'espace public* qui leur conférerait une dimension proprement politique.

* Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2006, 157 pages, 13,50 euros.

Tel est en substance le fil des événements reconstitué un an après par le sociologue des classes populaires et de la jeunesse Gérard Mauger, sur la base d'un dépouillement systématique de la presse et des témoignages disponibles, assez limités en l'état actuel des sources. Le récent rapport de l'IGS (Inspection générale des services) remis à la justice¹, dont seules quelques bribes nous sont parvenues par voie de presse, sans conclure à une faute de la police, soulignera la série de « légèretés » et imprudences de certains de ses fonctionnaires, mais considérera la tentative de vol sur le chantier comme « constituée », ce que démentent formellement les avocats des familles de victimes comme le procureur de Bobigny. Plutôt qu'un exercice de commémoration auxquels se prêtèrent l'an passé certains médias (plus proche d'une entreprise d'occultation), cette synthèse critique et comparée entend faire une première mise au point dans une perspective globale de « sociologie de l'actualité » et d'histoire de l'action collective. Si cette tentative manque singulièrement de sources de première main en raison de la difficulté d'une étude ethnographique et de l'inaccessibilité des archives policières, le sociologue se fonde sur sa propre expérience de terrain et oriente vite ses vues vers ce qui apparaît comme aussi important que les faits : leurs interprétations.

Chose curieuse en effet, la rareté des sources est inversement proportionnelle à l'inflation logorrhéique qu'exégètes et herméneutes déploieront en écrits et en paroles, s'échinant encore aujourd'hui à imputer un sens global à ces mobilisations exceptionnelles, souvent après une simple enquête auprès de leur cerveau (les « essais » approximatifs de tous bords politiques), parfois aussi après des enquêtes sociologiques ou urbanistiques sérieuses dont G. Mauger se nourrit abondamment². Il n'est pas un mois où ne paraît un ouvrage ou un numéro de revue consacrés à ces événements, et l'on devrait bientôt atteindre

1. Voir les extraits publiés par le *Figaro* sur son site internet consulté le 18 septembre 2007 http://www.lefigaro.fr/france/20061208.WWW00000520_clichy_sous_bois_le_rapport_de_ligs_de_voile.html

2. Notamment : *Banlieues, lendemains de révolte*, Paris, La Dispute et Regards, 2006 ; Hugues Lagrange et Marco Oberti (dir.), *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques ; Véronique Le Goaziou et Laurent Muchielli (dir.), *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006 ; et plus récemment, *Annales. Histoire, Sciences sociales*, « Penser la crise des banlieues », juillet-août 2006, n° 4.

la trentaine de titres en langue française. Tout se passe comme si les « émeutes » furent d'emblée inséparables des discours qui les saisirent, et qui sont autant de prismes par lesquels elles acquièrent une existence sociale. Aussi le sociologue réserve-t-il un sort particulier à l'extraordinaire éventail d'interprétations politiques, intellectuelles et journalistiques étoffant « l'émeute de papier » qui suivit et prolonge encore l'émeute de rue : car ce n'est que par l'établissement d'« un répertoire ordonné des prises de position » (p. 9), que l'on minimisera le risque d'être victime des interprétations dominantes ou dominées, droitières ou gauchistes, avant de les confronter aux premières données empiriques. Pour ne pas « être pensé » par les autres, la grande note de lectures raisonnée que constitue cet ouvrage peut servir, dans une optique assez durkheimienne, de propédeutique méthodologique à une étude de terrain de cette jeunesse des cités ouvrières, non pour se débarrasser des « fausses » interprétations et accéder directement au réel, mais en écartant les prénotions et la sociologie spontanée des philodoxes de manière à contrôler ses propres représentations.

Car le vertige saisit les herméneutes devant cette myriade d'actions collectives dont les cartes de France complaisamment affichées sur les écrans de télévision marquaient la progression quotidienne, petite flamme par petite flamme. À cet égard, la couverture médiatique constitua un appel involontaire à prendre le relais dans les « cités » qui n'étaient pas encore touchées. Dans une logique proche, les déclarations publiques d'un ministre de l'Intérieur, stigmatisant la jeunesse des cités (« racaille ») quelques jours auparavant et blâmant les victimes le lendemain, furent reçues comme un véritable défi dans une logique de virilité. Comment qualifier ce phénomène nouveau, interpréter un fait social dont les acteurs se perdent en récriminations et protestations, mais dont la multiplicité inorganisée les rend par là même inaudibles ? Si les émeutiers n'avaient pas de mots d'ordre ni de message politique parce que « démunis du capital culturel indispensable » et de porte-parole susceptible d'explicitier une cause ou un programme, alors ils furent « voués à "être parlés" par les détenteurs de capital culturel » (p. 127), en vertu d'une logique sociale de dépossession politique bien connue des politologues de filiation bourdieusienne. C'est dire si ces émeutes se prêtèrent à toutes sortes d'entreprises extérieures

de *disqualification politique* ou, *a contrario*, d'*habilitation politique*. Dans le premier cas, il s'agissait de les exclure du répertoire « légitime » de l'action collective, tâche rendue commode par le caractère inhabituel du phénomène, en pointant la violence, l'inorganisation et le manque de conscience politique des jeunes. Sur le registre ethnoculturel, certains l'indexèrent sans peur de la contradiction sur une explosion de rage de jeunes à la fois incultes, islamisés et esclaves de la société de consommation, qui s'attaquent à ces sanctuaires de la Culture que sont les écoles (thème du « pogrome antirépublicain » – Alain Finkielkraut, Robert Redeker...), ou sur les effets malheureux de la polygamie des Africains (Hélène Carrère d'Encausse).

Sur le registre moral et juridique, d'autres dénoncèrent une minorité agissante, au nom d'objectifs politiques autres qu'un « nihilisme » qui ne renvoie qu'à l'absence de sens du mouvement, et appelèrent à séparer le bon grain populaire de l'ivraie délinquante (Catherine Kintzler...). Point n'est besoin d'insister sur la fausseté de toutes ces allégations (confirmée par le rapport des RG), la quasi-absence d'éléments islamistes, la part mineure de délinquants (pas forcément professionnels) parmi les émeutiers, la grande rareté des prédations – ni sur tout l'impensé raciste qui les sous-tend et se couvre toute honte bue du vieux mot de « République ». Le profil social des émeutiers ressemble plutôt à celui de jeunes garçons (seize ans en moyenne), français pour la plupart, issus de familles populaires d'origines diverses et fréquemment déstructurées par le chômage de masse et la précarité ; des « jeunes » bien souvent en rupture scolaire, particulièrement exposés aux contrôles d'identité humiliants et au racisme d'État ; des « jeunes », enfin, issus de milieux ouvriers, mais qui rejettent vivement cette condition ouvrière comme l'ont montré Stéphane Beaud et Michel Pialoux¹.

Car, sur l'autre versant (gauche, voire gauchiste), les entreprises d'anoblissement politique et ouvrier ne sont guère plus convaincantes. Nouvelle forme de révolte du prolétariat moderne contre la précarité ? Mais le « précaire » n'est qu'un groupe latent sans existence tant qu'un travail politique et symbolique d'unification des représentations éclatées d'individus et de groupes hétérogènes ne l'aura fait accéder à l'action

1. *Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Hachette Littératures, Pluriel, 2005 (2003).

collective. Une révolte des ghettos urbains et des « minorités visibles » ? Cette lecture spatiale et ethnique, qui court paradoxalement de Sarkozy (version sécuritaire) aux Indigènes de la République (version postanticoloniale), méconnaît les véritables causes sociales des discriminations dont souffrent les habitants des « cités », qui sont bien différentes des ghettos noirs américains, en assignant à résidence identitaire des populations dont il n'est pas dit qu'elles se vivent toutes et toujours comme des « indigènes ».

Révolte « protopolitique », donc, car ni irrationnelle ni dépourvue de sens, mais susceptible d'être politisée (à gauche, mais aussi à droite, craint l'auteur à juste titre). Bien sûr, c'est une manière de poser la question plutôt que d'y répondre. Puisque (en effet) il ne s'agit guère d'une mobilisation organisée destinée à infléchir l'orientation politique du gouvernement, cette révolte ne peut être dite en elle-même « politique » ; mais cela ne signifie pas que les émeutiers n'aient *aucun rapport* à la politique, fût-ce sur le mode de l'exclusion et de la relégation, que leur mode d'action collective a manifesté avec éclat aux yeux de tous. Politisés, ils ne le sont sans doute guère, et pas seulement parce qu'ils ne se sont pas conformés aux modes (tenus pour) légitimes du répertoire d'action collective. Mais dépourvus de tout rapport à la politique, c'est une autre histoire, celle des rapports populaires avec ce monde étrange et familier tout à la fois, horizon lointain d'où s'exhalent discours bavards, cravatés et énigmatiques par le canal du poste de télévision, qu'est la « politique ».

On touche ici la question des limites de l'enquête en milieu populaire, dont G. Mauger est une éminente figure, de la détermination de ce « regard oblique » qui caractérise le plus souvent le rapport populaire au politique. La comparaison avec l'émeute frumentaire bien connue depuis Edward P. Thompson, Ch. Tilly ou Arlette Farge est à cet égard tant éclairante que problématique, car elle permet à l'auteur de reconduire les émeutes de cités à une forme « pré-moderne » et « protopolitique » d'action collective, c'est-à-dire dépourvue de projet et d'organisation.

Mais n'est-ce pas sous-estimer quelque peu le contenu politique et moral des émeutes d'Ancien Régime, et, *a fortiori*, celui des violences urbaines de 2005 ? Outre que le qualificatif « émeute » dénote « une vision spasmodique de l'histoire » (Thompson), et qu'elle est trop commodément opposée à la « révolution » qui serait, elle, politi-

quement orientée, la révolte frumentaire ne ressemble en rien à des explosions de violence sans limite, mais à une action collective réglée dont le but n'est pas la prédation de blé, mais la restauration de la « justice¹ ». Et comme notre sociologue l'établit lui-même, les émeutes de 2005 présentèrent un degré très mesuré de violence physique contre les personnes (ce qui est vrai aussi de la police), et les pillages furent rares. Or, de même que l'économie morale de la foule paysanne au XVIII^e siècle véhiculait une dimension proprement politique (rappeler au souverain ses devoirs de père nourricier du royaume), sans prétendre déterminer l'orientation politique de la Couronne, *quid* de ces émeutiers souvent fort jeunes et méconnaissant une politique devenue élective et représentative, qui agissent par sentiment d'injustice, mais n'ignorent pas plus le nom de Sarkozy que les conséquences pratiques des choix politiques des dernières années ? C'est l'*intelligence populaire* du politique qui nous semble devoir être interrogée, tant par le savant que par le politique, afin d'organiser efficacement le relais de paroles qui ne peuvent être réduites à la vocifération de masses criant famine ou consommation. Patient travail de *représentation*, nullement impossible comme l'ont prouvé les tentatives qui suivirent la marche pour l'Égalité en 1983², mais vite avortées par une gauche française qui semble croire qu'elle fait preuve de prudence en maintenant les émeutiers dans leur solitude politique.

1. Sur la dimension politique des émeutes frumentaires et leur disqualification, nous renvoyons le lecteur à l'article de Deborah Cohen, « La Population contre le peuple », *Labyrinthe*, n° 22, p. 67-76.

2. S. Beaud et O. Masclet, « Des "marcheurs" de 1983 aux "émeutiers" de 2005 », *Annales*, *op. cit.*, p. 809-43.